



## **Déclaration de Bamako de l'Initiative des Chefs d'Etat Africains**

**8 juin, 2005**

Nous, quinze anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement du continent Africain, nous sommes réunis à Bamako au Mali du 5 au 8 juin, 2005 et avons discuté de nos contributions individuelles et collectives pour répondre aux problèmes urgents auxquels l'Afrique fait face aujourd'hui.

Nous estimons que la démocratie est la forme de gouvernement propice au développement de l'ensemble des institutions nationales nécessaires pour assurer une paix durable, la sécurité, la croissance économique et le bien-être social. Nous saluons l'épanouissement de valeurs démocratiques et le respect des droits des citoyens dans un nombre plus croissant de pays africains.

Nous nous engageons à continuer à utiliser notre expérience afin d'encourager le dialogue et la résolution pacifique des conflits sur le continent, à promouvoir la sécurité humaine et les modèles de gouvernance démocratique qui permettent aux citoyens de choisir librement leurs leaders et de participer pleinement à la vie politique de leur pays.

Nous continuerons à lutter contre la menace du VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et les autres problèmes de santé publique et encourager le développement économique durable et la protection de nos écosystèmes riches mais à la fois fragiles.

Depuis leur départ du pouvoir, les leaders africains ont offert leur expérience et expertise et ont souvent réussi à promouvoir la paix, la démocratie et les droits humains à travers le continent et dans les fora internationaux.

Ils ont œuvré à garantir l'intégrité et la transparence des systèmes électoraux, à attirer l'attention sur les ravages du paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses, à encourager la participation politique des femmes, à améliorer l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques pour les Africains, particulièrement les jeunes.

Ils ont servi de médiateurs dans la résolution des conflits dans plusieurs pays tout en analysant et en attirant l'attention sur les causes profondes des guerres dans d'autres pays.

Plusieurs anciens leaders ont joué un rôle dans le développement et la consolidation des d'Institutions régionales et sous-régionales émergentes tels que l'Union Africaine et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Dans le même temps, les anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement ont servi de voix pour l'Afrique auprès de la communauté internationale.

Nous reconnaissons que l'Afrique est une mosaïque où les leaders politiques – au pouvoir comme dans l'opposition- et la société civile construisent et renforcent les institutions pour le changement

et la renaissance démocratique, tout en forgeant d'importantes alliances afin de réduire la pauvreté, combattre les maladies et protéger l'environnement.

Nous encourageons les Chefs d'Etat et de Gouvernement sortant à prendre part aux efforts de promotion des principes démocratiques, de la bonne gouvernance, de la sécurité humaine et de développement à travers nos actions et notre collaboration.

Nous croyons qu'il est possible de faire du rêve des Africains pour la paix et la prospérité une réalité en exploitant les riches ressources humaines et matérielles du continent.

Nous apprécions le travail, accomplis dans les fora en cours, réunissant les anciens Chefs d'Etat, tels que le Club de Madrid, le Conseil des Présidents et Premiers Ministres des Amériques et le Centre de Recherche et d'Archives Présidentielles de l'Université de Boston, ainsi que les organisations internationales, les académies et les organisation non gouvernementales qui ont offert leur expertise technique et des opportunités aux anciens Chefs d'Etat et de Gouvernements afin de servir le continent de manière significative. Nous apprécions les nouvelles initiatives en cours de discussion, tels que le Conseil des sages par le NEPAD et au sein de Commonwealth.

Nous supportons particulièrement l'initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement de créer l'Institut Africain pour la Bonne Gouvernance, un incubateur d'idées innovatrices, une institution véhicule pour recueillir des leçons et un forum de dialogue entre les partenaires africains et internationaux sur les questions de gouvernance.

En concluant nos échanges des trois derniers jours, nous affirmons et nous nous engageons à :

### **Leadership, sécurité et résolution de conflit**

A titre individuel et collectif, nous nous engageons à promouvoir des procédures et des institutions fortes et durables pour la gouvernance démocratique à travers le continent.

Nous soulignons le rôle important des militaires et des services de sécurité dans la protection des citoyens ainsi que la nécessité du contrôle civil sur l'armée.

Nous reconnaissons l'importance de combattre les obstacles et les causes profondes des conflits qui freinent le développement d'un processus démocratique inclusif et responsable.

Nous encourageons la communauté internationale à mobiliser des ressources pour la prévention des conflits et d'appuyer les efforts de maintien de la paix par les institutions régionales et internationales.

Nous sommes préoccupés par la prévalence de conflits dans un certain nombre de pays, et soutenons les efforts des Nations Unies, de l'Union Africaine et d'autres structures régionales pour leur résolution par le dialogue et la réconciliation. Nous continuerons d'être disponible pour faire de la prévention et la médiation de conflits et appuyer le développement de processus de paix fondés sur les principes de réconciliation, justice et démocratie.

Nous affirmons que l'alternance politique doit toujours suivre les règles constitutionnelles et les principes démocratiques. Nous sommes particulièrement préoccupés que plusieurs pays traînent dans la mise en application de ces exigences nécessaires pour des transitions démocratiques réussites. Nous demandons que des cadres de dialogue inclusifs soient créés dans ces pays afin de les amener à la réconciliation et la consolidation démocratique.

## **Démocratisation**

Nous affirmons la responsabilité spéciale des anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement à soutenir le développement d'organes législatifs et judiciaires efficaces, ainsi que d'autres institutions publiques pour assurer un sens de la responsabilité publique. Nous sommes engagés à éliminer les obstacles à la participation des femmes en politique.

Nous continuerons d'appuyer le développement de procédures électorales libres et participatives pour la conquête pacifique pour le pouvoir. Nous sommes convaincus, cependant, qu'aucune élection ne peut être dissociée de son contexte historique et culturel et que les élections doivent être entièrement conformes aux principes internationaux des droits civiques et politiques. Nous savons que les élections mal organisées aggravent l'instabilité, surtout quand elles se tiennent dans la précipitation, dans les situations après crises, et sans considération pour les causes profondes de violence ou des anciennes politiques et pratiques d'exclusion. Bien que nous reconnaissons que les élections ne suffisent pas pour créer la démocratie, la gouvernance démocratique n'est pas possible sans des élections crédibles. Des élections de cette sorte exigent des mécanismes de participation qui fonctionnent, ainsi que la promotion et le renforcement des efforts dans le domaine de l'éducation civique des d'électeurs.

Se référant aux traditions africaines de consensus et de dialogue inclusif, nous notons en particulier le besoin de renforcer la démocratie dans les partis politiques ainsi que la voix des minorités dans les structures de gouvernance. Nous attirons l'attention sur les programmes de décentralisation qui sont en cours dans plusieurs pays et encourageons ces efforts pour établir la participation démocratique au niveau local.

Nous encourageons la communauté internationale à mobiliser des ressources pour les efforts de démocratisation à tous les niveaux de gouvernance. A cet égard, nous notons la récente proposition de créer un fond des Nations Unies pour la démocratie et espérons qu'elle sera proprement financée si elle est adoptée.

## **Les problèmes de santé publique**

Nous reconnaissons que les maladies, telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, ont créé une crise qui prive le continent d'importantes ressources humaines et accentuent la pauvreté. Leur propagation incontrôlée affecte la confiance des citoyens dans les démocraties naissantes car leurs espoirs pour des standards socio-économiques améliorés ne sont pas satisfaits. En tant que anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement, nous voulons nous associer à ceux qui sont actuellement au pouvoir, ainsi qu'à la société civile pour informer, mobiliser les ressources et améliorer l'accès aux services de santé. Nous encourageons, en particulier, la communauté internationale à mobiliser les ressources nécessaires afin de répondre de manière effective aux problèmes de santé publique. Nous nous engageons à chercher un consensus africain et une approche intégrée pour réduire les dommages causés par ces maladies et les éradiquer à la fin. Nous sommes particulièrement inquiets de la fuite de cerveaux dans le domaine médicale. Dans la recherche des solutions, des motivations devraient être suscitées pour retenir et récompenser le personnel qualifié.

## **Développement social et économique**

En tant que anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement, nous avons une responsabilité continue de soutenir les efforts qui s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté et de stimuler une croissance sociale et économique durable.

Pendant ce symposium, nous avons étudié des initiatives, instruments et institutions nécessaires pour le développement économique et le bien-être de l'Afrique, tout en reconnaissant que la consolidation des institutions démocratiques à tous les niveaux de gouvernance est le meilleur

moyen d'assurer le développement durable. La désintégration du monde rural, la dégradation de l'environnement et les politiques agricoles qui conduisent à la famine peuvent mieux être surmontés par des systèmes politiques responsables envers leurs citoyens.

Selon nous, la communauté internationale doit investir plus de ressources financières dans le développement humain et les infrastructures sur le continent. Nous soulignons, en particulier, qu'il faut un plus grand investissement dans les systèmes d'éducatons afin de former et préparer les jeunes à faire face aux défis du futur.

De plus grands efforts doivent être entrepris en partenariat avec la communauté internationale et des institutions financières internationales pour améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable. Une attention spéciale doit être accordée à l'amélioration de l'accès des Africains à l'Internet et d'autres modes de communication qui relient les pays et les individus dans l'économie globale actuelle. Nous soutenons la promotion du commerce et des échanges économiques à l'intérieur de l'Afrique, ainsi qu'entre l'Afrique et la communauté internationale, en conformité avec le programme économique du NEPAD.

De plus, nous notons, avec un intérêt spécial, l'importance d'accroître les opportunités de scolarisation pour les filles qui sont plus marginalisées que les garçons dans le système d'éducation aux niveaux primaire et secondaire.

Nous souhaitons exprimer notre gratitude au Président Amadou Toumani Touré et au gouvernement Malien pour faciliter l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africain, ainsi qu'au peuple malien pour son hospitalité. Nous remercions également le National Democratic Institute (NDI) pour son appui à cette initiative, ainsi qu'aux autres organisations qui ont contribué à cet effort: le National Endowment for Democracy; le Club de Madrid; la Fondation Bill et Melinda Gates ; le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD); le Gouvernement Allemand ; l'Institut pour la Démocratie Multipartite (IMD) des Pays Bas; le Centre d'Etude Stratégiques de l'Afrique ; le « Open Society Institute of West Africa » (OSIWA) ; la Fondation Westminster pour la Démocratie et la USAID.

Nous sommes aussi reconnaissants à l'ancien Premier Ministre Canadien Kim Campbell et l'ancien Premier Ministre Roumain Petre Roman, membres du Club de Madrid, ainsi qu'aux personnalités qui ont contribué à nos échanges.

Nicéphore Soglo, ancien Président, Bénin  
Ketumile Masire, ancien Président, Botswana  
Antonio Mascarenhas Monteiro, ancien Président, Cape Vert  
Dawda Kairaba Jawara, ancien Président, La Gambie  
Jerry Rawlings, ancien Président, Ghana  
Amos Sawyer, ancien Président, Libéria  
Albert Zafy, ancien Président, Madagascar  
Joaquim Chissano, ancien Président, Mozambique  
Sam Nujoma, ancien Président, Namibie  
Mahamane Ousmane, ancien Président, Niger  
Yakubu Gowon, ancien Président, Nigeria  
Manuel Pinto da Costa, ancien Président, Sao Tomé et Principe  
Miguel Trovoada, ancien Président, Sao Tomé et Principe  
Al Sadig Al-Mahdi, ancien Premier Ministre, Soudan  
Ali Hassan Mwinyi , ancien Président, Tanzanie